

Art. 37. Les dispositions du Livre 1^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 juillet 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,
W. CLAES

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Art. 37. De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de in deze wet omschreven misdrijven.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt

Gegeven te Brussel, 17 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,
W. CLAES

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Financien,
Ph. MAYSTADT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

F. 89 — 1482

27 JUILLET 1989. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 août 1973 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, notamment l'article 10, modifié par les lois des 6 mars 1973 et 24 mars 1978, et l'article 12, modifié par les lois des 6 mars 1973, 24 mars 1978 et 5 décembre 1984;

Vu la loi du 12 juillet 1989 portant diverses mesures d'application du règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique;

Vu la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1973 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises, modifié par les arrêtés royaux des 25 mars 1978, 23 février 1984, 19 décembre 1984, 21 février 1985 et 30 décembre 1987;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que le règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique est applicable depuis le 1^{er} juillet 1989;

Considérant que la loi du 12 juillet 1989 portant diverses mesures d'application de ce règlement choisit comme loi applicable au fonctionnement interne du groupement européen d'intérêt économique la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de prendre sans délai les mesures devant permettre l'installation et le fonctionnement effectifs des groupements d'intérêt économique et des groupements européens d'intérêt économique, et notamment les mesures relatives au dépôt et à la publication des actes de ces groupements;

N. 89 — 1482

27 JULI 1989. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet

Gelet op de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, inzonderheid op artikel 10, gewijzigd bij de wetten van 6 maart 1973 en 24 maart 1978, en op artikel 12, gewijzigd bij de wetten van 6 maart 1973, 24 maart 1978 en 5 december 1984;

Gelet op de wet van 12 juli 1989 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden;

Gelet op de wet van 17 juli 1985 betreffende de economische samenwerkingsverbanden;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 maart 1978, 23 februari 1984, 19 december 1984, 21 februari 1985 en 30 december 1987;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden van toepassing is sedert 1 juli 1989;

Overwegende dat de wet van 12 juli 1989 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van deze verordening de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden aanwijst als de wet die het inwendig bestel van de Europese economische samenwerkingsverbanden beheerst;

Overwegende dat dan ook onverwijld maatregelen moeten worden genomen ten einde de effectieve instelling en werking van de economische samenwerkingsverbanden en van de Europese economische samenwerkingsverbanden mogelijk te maken, onder meer de maatregelen met betrekking tot de neerlegging en bekendmaking van de akten van deze samenwerkingsverbanden;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 1er de l'arrêté royal du 7 août 1973 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises, modifié par l'arrêté royal du 25 mars 1978, est complété comme suit : « et par la loi du 12 juillet 1949 portant diverses mesures d'application du Règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique ainsi que par la loi du 17 juillet 1949 sur les groupements d'intérêt économique ».

Art. 2. Un article 4bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 4bis. Il est tenu au greffe de chaque tribunal de commerce un registre des groupements européens d'intérêt économique.

Ce registre est composé des dossiers des groupements européens d'intérêt économique qui ont leur siège dans le ressort territorial du tribunal et des groupements européens d'intérêt économique dont le siège est situé dans un autre Etat et qui ont un établissement dans le ressort territorial de ce tribunal ».

Art. 3. Un article 4ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 4ter. Il est tenu au greffe de chaque tribunal de commerce un registre des groupements d'intérêt économique. Ce registre est composé des dossiers des groupements d'intérêt économique belges qui ont leur siège dans le ressort territorial du tribunal et des groupements d'intérêt économique étrangers qui ont dans le ressort territorial du tribunal une succursale ou un siège quelconque d'opération. »

Art. 4. Un article 5bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal :

« Article 5bis. § 1er. Lorsqu'un groupement européen d'intérêt économique ou un groupement d'intérêt économique dépose pour la première fois un acte, un extrait d'acte, un procès-verbal ou un document destiné à être versé dans le dossier visé aux articles 4bis et 4ter, il est tenu d'introduire une déclaration d'immatriculation.

Dans le cas de l'immatriculation d'un groupement européen d'intérêt économique, cette déclaration doit être signée par ses membres ou par un mandataire muni d'une procuration spéciale. Dans le cas de l'immatriculation d'un groupement d'intérêt économique, cette déclaration doit être signée par ses organes ou par un mandataire muni d'une procuration spéciale.

La déclaration d'immatriculation mentionne :

1° la dénomination du groupement, son appellation abrégée ou son sigle éventuel;

2° l'adresse précise du siège du groupement; à défaut de siège en Belgique, l'adresse des établissements, succursales ou sièges d'opération en Belgique;

3° l'indication précise de l'objet du groupement;

4° la domiciliation et le numéro d'au moins un des comptes dont le groupement européen d'intérêt économique ou le groupement d'intérêt économique est titulaire auprès de l'Office des chèques postaux ou d'une banque établie en Belgique ou d'une institution visée à l'article 1er, alinéa 2, 1°, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs ou d'une entreprise visée à l'article 1er, alinéa 2, 3°, du même arrêté royal ou d'une association de crédit agréée par la Caisse nationale de crédit professionnel ou d'une Caisse de crédit agréée par l'Institut national de crédit agricole.

§ 2. Lorsqu'une des mentions de l'immatriculation ne correspond plus à la situation qu'elle doit décrire, le groupement européen d'intérêt économique ou le groupement d'intérêt économique a l'obligation de demander dans le mois du changement advenu dans sa situation, une inscription modificative. L'inscription modificative est demandée au greffier sous forme d'une déclaration datée et signée par les organes du groupement requérant ou par un mandataire muni d'une procuration spéciale.

Cette déclaration doit indiquer :

1° la dénomination et le numéro d'immatriculation du groupement requérant;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 25 maart 1978, worden tussen de woorden « handelsvennootschappen » en « is voorgeschreven » de woorden « en door de wet van 17 juli 1949 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de Verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden, alsmede door de wet van 17 juli 1949 betreffende de economische samenwerkingsverbanden » ingevoegd.

Art. 2. Een artikel 4bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 4bis. Ter griffie van elke rechtbank van koophandel wordt een register bijgehouden van de Europese economische samenwerkingsverbanden.

Dit register bestaat uit de dossiers van de Europese economische samenwerkingsverbanden waarvan de zetel in het rechtsgebied van de rechtbank is gelegen, alsook van de Europese economische samenwerkingsverbanden waarvan de zetel in een andere Staat is gelegen en die een vestiging hebben in het rechtsgebied van die rechtbank ».

Art. 3. Een artikel 4ter, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 4ter. Ter griffie van elke rechtbank van koophandel wordt een register bijgehouden van de economische samenwerkingsverbanden. Dit register bestaat uit de dossiers van de Belgische economische samenwerkingsverbanden waarvan de zetel in het rechtsgebied van de rechtbank is gelegen, alsook van de buitenlandse economische samenwerkingsverbanden die in het rechtsgebied van de rechtbank een bijkantoor of een centrum van werkzaamheden hebben ».

Art. 4. Een artikel 5bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 5bis. § 1. Wanneer een Europees economisch samenwerkingsverband of een economisch samenwerkingsverband voor het eerst een bij het in de artikelen 4bis en 4ter bedoelde dossier te voegen akte, uittreksel van een akte, proces-verbaal of document neerlegt, moet het een opgaaf tot inschrijving indienen.

In geval van inschrijving van een Europees economisch samenwerkingsverband moet de opgaaf ondertekend worden door de leden of door een bijzonder gemachtigde. In geval van inschrijving van een economisch samenwerkingsverband moet de opgaaf ondertekend worden door de organen of door een bijzonder gemachtigde.

De opgaaf tot inschrijving vermeldt :

1° de benaming van het samenwerkingsverband, en eventueel zijn afgekorte benaming of letterwoord;

2° het adres van de zetel van het samenwerkingsverband, nauwkeurig opgegeven; is die zetel niet in België gevestigd, het adres van de vestigingen, bijkantoren of centra van werkzaamheden in België;

3° het doel van het samenwerkingsverband, nauwkeurig opgegeven;

4° de domiciliëring en het nummer van ten minste een rekening waarvan het Europees economisch samenwerkingsverband of het samenwerkingsverband houder is bij de Dienst der postcheques, of bij een in België gevestigde bankinstelling, of bij een instelling vermeld in artikel 1, tweede lid, 1°, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, of bij een der ondernemingen vermeld in artikel 1, tweede lid, 3°, van hetzelfde koninklijk besluit, of bij een door de Nationale kas voor het beroepskrediet erkende kredietvereniging, of bij een door het Nationaal Instituut voor landbouwkrediet erkend kredietfonds.

§ 2. Wanneer een van de vermeldingen van de inschrijving niet meer in overeenstemming is met de werkelijke toestand, moet het Europees economisch samenwerkingsverband of het economisch samenwerkingsverband binnen een maand na wijziging van de toestand, de wijziging van inschrijving vragen. De wijziging van inschrijving wordt aan de griffier gevraagd in de vorm van een opgaaf, gedagtekend en ondertekend door de organen van het verzoekend samenwerkingsverband of door een bijzonder gemachtigde.

Die opgaaf vermeldt :

1° de benaming en het inschrijvingsnummer van het verzoekend samenwerkingsverband;

2° la modification à apporter à une ou plusieurs mentions de l'immatriculation.

§ 3. Lorsqu'un groupement européen d'intérêt économique transfère son siège dans un autre Etat membre, il a l'obligation de demander la radiation de son immatriculation. La demande doit être datée et signée par les organes du groupement requérant ou par un mandataire muni d'une procuration spéciale.

§ 4. Les déclarations comportant demande d'immatriculation ou d'inscription modificative sont établies respectivement au moyen des formules I et II dont les modèles sont annexés au présent arrêté.

La demande de radiation visée au § 3 est établie au moyen d'une formule VII dont le modèle est annexé au présent arrêté.

La radiation doit faire l'objet d'une mention publiée aux annexes du *Moniteur belge*.

Le groupement qui, tout en transférant son siège dans un autre Etat membre, conserve un établissement en Belgique, procède à l'immatriculation de cet établissement. Le cas échéant, le dossier de ce groupement est transféré au lieu de la nouvelle immatriculation.

Les formules sont tenues à la disposition des intéressés au greffe des tribunaux de commerce. Le greffier porte sur la déclaration d'immatriculation le numéro qu'il attribue au groupement requérant conformément au § 6.

Le greffier ou son délégué vise ces documents et les classe dans le dossier.

Il remet au groupement requérant une copie ou une photocopie des déclarations d'immatriculation, des déclarations d'inscription modificative, et des demandes de radiation ainsi visées.

§ 5. Les dossiers contiennent en outre les actes dont la publicité est ordonnée par la loi du 12 juillet 1989 portant diverses mesures d'application du Règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique ou par la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique.

§ 6. Dans chacun des registres visés aux articles 4bis et 4ter, les dossiers font l'objet d'une numérotation continue.

Le numéro d'immatriculation que le greffier attribue au groupement requérant est également reproduit sur toutes les pièces à verser au dossier.

Le greffier ou son délégué vise chacune des pièces, leur donne un numéro d'ordre et les classe au dossier.

Le greffier dresse et tient à jour un inventaire. Cet inventaire qui reste joint au dossier porte référence au numéro d'ordre de la pièce déposée et fait mention de l'objet et de la date de dépôt de celle-ci.

Art. 5. A l'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 21 février 1985 et 30 décembre 1987, sont apportées les modifications suivantes :

a) le § 1er, alinéa 1er, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les actes, extraits d'actes et documents dont la publication est requise aux annexes du *Moniteur belge*, sont déposés au greffe accompagnés d'une copie. Si un acte, extrait d'acte ou document porte sur une opération qui doit faire l'objet d'une publication aux annexes du *Moniteur belge* de la part de plusieurs sociétés ou groupements, il doit faire l'objet d'autant de dépôts accompagnés d'une copie qu'il y a de sociétés ou de groupements concernés. »

b) Au paragraphe 1er, alinéa 2, les mots « ou en vertu de dispositions légales ou réglementaires qui s'y réfèrent » sont remplacés par les mots « ou en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires ».

c) Au § 2, alinéa 4, le 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° Le numéro d'immatriculation de la société, ou de l'entreprise, selon le cas, au registre du commerce, au registre des sociétés civiles à forme commerciale, au registre des sociétés étrangères non visées par l'article 198 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, au registre des groupements européens d'intérêt économique, au registre des groupements d'intérêt économique, ou à l'un des registres visés à l'article 10, § 3, de l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises; »

d) Au § 4, alinéa 1er et 5, les mots « ou en vertu de dispositions légales ou réglementaires qui s'y réfèrent » sont remplacés par les mots « ou en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires ».

2° de wijziging die in een of meer vermeldingen van de inschrijving dient te worden aangebracht.

§ 3. Wanneer een Europees economisch samenwerkingsverband zijn zetel naar een andere lid-Staat verplaatst, moet het om de doorhaling van zijn inschrijving verzoeken. Het verzoek wordt gedagtekend en ondertekend door de organen van het verzoekend samenwerkingsverband of door een bijzonder gemachtigde.

§ 4. Voor de opgaven tot inschrijving of tot wijziging van de inschrijving worden de formulieren I en II gebruikt, waarvan het model bij dit besluit is gevoegd.

Voor het verzoek om doorhaling bedoeld in § 3 wordt het formulier VII gebruikt, waarvan het model bij dit besluit is gevoegd.

De doorhaling moet het voorwerp uitmaken van een in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken mededeling.

Het samenwerkingsverband dat, alhoewel het zijn zetel overbrengt naar een andere lid-Staat, een bijkantoor behoudt in België, moet overgaan tot de inschrijving van dit bijkantoor. In voorkomend geval wordt het dossier van dit samenwerkingsverband overgezonden naar de plaats van de nieuwe inschrijving.

De formulieren zijn verkrijgbaar ter griffie van de rechtbanken van koophandel. De griffier vermeldt op de opgaaf tot inschrijving het nummer dat hij overeenkomstig § 6 aan het verzoekend samenwerkingsverband toekent.

De griffier of zijn gemachtigde viseert die stukken en bergt ze in het dossier.

Hij overhandigt aan het betrokken samenwerkingsverband een kopie of een fotokopie van de aldus geviseerde opgaven tot inschrijving, tot wijziging van de inschrijving en verzoeken om doorhaling.

§ 5. In het dossier worden bovendien de akten opgenomen waarvan de openbaarmaking is voorgeschreven door de wet van 12 juli 1989 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de Verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden, of door de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden.

§ 6. In ieder register waarvan sprake is in de artikelen 4bis en 4ter, worden de dossiers doorlopend genummerd.

Het inschrijvingsnummer dat de griffier aan het verzoekend samenwerkingsverband toekent, wordt eveneens vermeld op alle in het dossier op te nemen stukken.

De griffier of zijn gemachtigde viseert al deze stukken, geeft ze een volgnummer en bergt ze in het dossier.

De griffier houdt een inventaris bij, die bij het dossier blijft gevoegd en waarin voor ieder neergelegd stuk het volgnummer, het onderwerp en datum van neerlegging worden vermeld.

Art. 5. In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 februari 1985 en 30 december 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1, eerste lid, wordt vervangen door het volgende lid :

« De akten, uittreksels uit akten en stukken die in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* moeten worden bekendgemaakt, worden neergelegd ter griffie samen met een afschrift. Indien een akte, een uittreksel uit een akte of een stuk betrekking heeft op een verrichting die door verschillende vennootschappen of samenwerkingsverbanden moet worden bekendgemaakt in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*, dan moeten er zoveel neerleggingen met bijgevoegd afschrift geschieden als er betrokken vennootschappen of samenwerkingsverbanden zijn. »

b) In § 1, tweede lid, worden de woorden « of in toepassing van andere wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen die ernaar verwijzen » vervangen door de woorden « of in toepassing van andere wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen ».

c) In § 2, vierde lid, wordt het 4° vervangen door de volgende bepaling :

« 4° Het nummer van inschrijving van de vennootschap of van de onderneming in, naargelang van het geval, het handelsregister, het register der burgerlijke vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, het register der buitenlandse vennootschappen die niet onder het voorschrift vallen van artikel 198 der gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, het register van de Europese economische samenwerkingsverbanden, het register van de economische samenwerkingsverbanden, of een der registers bedoeld in artikel 10, § 3, van het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen; »

d) In § 4, leden 1 en 5, worden de woorden « of krachtens andere wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen die ernaar verwijzen » vervangen door de woorden « of krachtens andere wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen ».

e) Au § 5, alinéa 1er, la première phrase est remplacée par la phrase suivante :

« Les copies destinées au *Moniteur belge*, des actes, extraits d'actes et documents visés aux articles 10 et 12, §§ 1er et 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, aux articles 6 et 7, § 1er, de la loi du 12 juillet 1989 portant diverses mesures d'application du Règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique et aux articles 7 et 8, § 1er, de la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique, sont présentées sans corrections ni ratures ».

f) Au § 6, alinéa 4, les mots « ou en vertu de dispositions légales ou réglementaires qui s'y réfèrent » sont remplacés par les mots « ou en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires ».

g) Le § 6, alinéa 5, est complété comme suit :

« Il en va de même pour la mention du dépôt :

1° de l'expédition ou du double des actes visés aux articles 6, § 1er, alinéa 2, et 7, § 1er, 1°, de la loi du 12 juillet 1989 portant diverses mesures d'application du Règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique ainsi que des mandats authentiques ou privés qui sont déposés en même temps que ces actes en vertu de l'article 6, § 1er, alinéa 4, de la même loi;

2° de l'expédition ou du double des actes visés aux articles 7, § 2, alinéa 3 et 8, § 1er, 1°, de la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique ainsi que des mandats authentiques ou privés qui sont déposés en même temps que ces actes en vertu de l'article 7, § 2, alinéa 3, de la même loi. »

h) Le § 7 est remplacé par la disposition suivante :

« Le paragraphe 2, alinéa 1er, 1°, 2°, 3°, 4° et 7° du présent article ne s'applique pas aux actes, extraits d'actes, et documents déposés par des sociétés étrangères, par des groupements d'intérêt économique étrangers ou par des groupements européens d'intérêt économique ayant leur siège à l'étranger, sauf dans la mesure où ces documents sont relatifs aux succursales et sièges d'opérations que ces sociétés ou ces groupements ont établis en Belgique.

Les paragraphes 3 et 4, alinéas 1er, 2, 3 et 4, du présent article ne s'appliquent pas aux comptes annuels et comptes consolidés déposés par des sociétés étrangères, par des groupements d'intérêt économique étrangers ou par des groupements européens d'intérêt économique ayant leur siège à l'étranger, sauf dans la mesure où ces documents sont relatifs aux succursales ou sièges d'opérations que ces sociétés ou ces groupements ont établis en Belgique ».

Art. 6. A l'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 21 février 1985, sont apportées les modifications suivantes :

a) Le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« En outre, les formalités relatives au dépôt de l'acte constitutif et à l'immatriculation d'un groupement européen d'intérêt économique ne sont reçues que si elles sont accomplies concomitamment. »

b) le § 3, alinéa 2, est complété comme suit :

« Il en va de même pour les frais de publicité des documents dont le dépôt au greffe est imposé par l'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi du 12 juillet 1989 portant diverses mesures d'application du Règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique ou par l'article 14, § 1er, alinéa 2, de la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique. »

Art. 7. L'article 0, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 21 février 1985, est complété par l'alinéa suivant :

« Il en va de même pour les documents que le greffier a reçus et dont la transmission est prévue par l'article 8, § 4, de la loi du 12 juillet 1989 portant diverses mesures d'application du Règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique ou par l'article 14, § 3, de la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique. »

e) In § 5, eerste lid, wordt de eerste volzin vervangen door de volgende volzin :

« In de afschriften bestemd voor het *Belgisch Staatsblad*, van akten, uittreksels uit akten en stukken bedoeld in de artikelen 10 en 12, §§ 1 en 2, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, in de artikelen 6 en 7, § 1, van de wet van 12 juli 1989 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de Verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden, en in de artikelen 7 en 8, § 1, van de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden, mag niets zijn geschrapt noch verbeterd ».

f) In § 6, vierde lid, worden de woorden « of krachtens wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen die ernaar verwijzen » vervangen door de woorden « of krachtens andere wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen ».

g) Paragraaf 6, vijfde lid, wordt aangevuld als volgt :

« Hetzelfde geldt voor de mededeling van de neerlegging :

1° van de expeditie of een dubbel van de akten bedoeld in de artikelen 6, § 1, tweede lid, en 7, § 1, 1°, van de wet van 12 juli 1989 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de Verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden, alsmede van de authentieke of onderhandse volmachten die tegelijk met deze akten worden neergelegd overeenkomstig artikel 6, § 1, vierde lid, van dezelfde wet;

2° van de expeditie of een dubbel van de akten bedoeld in de artikelen 7, § 2, derde lid, en 8, § 1, 1°, van de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden, alsmede van de authentieke of onderhandse volmachten die tegelijk met deze akten worden neergelegd overeenkomstig artikel 7, § 2, derde lid, van dezelfde wet ».

h) Paragraaf 7 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Paragraaf 2, eerste lid, 1°, 2°, 3°, 4° en 7°, van dit artikel is niet van toepassing op de akten, uittreksels uit akten en stukken, neergelegd door de buitenlandse vennootschappen, door de buitenlandse economische samenwerkingsverbanden of door de Europese economische samenwerkingsverbanden waarvan de zetel in het buitenland gevestigd is, behalve indien deze stukken betrekking hebben op de in België gevestigde bijkantoren of centra van werkzaamheden van deze vennootschappen of samenwerkingsverbanden.

De paragrafen 3 en 4, eerste, tweede, derde en vierde lid, van dit artikel, zijn niet van toepassing op de jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen neergelegd door buitenlandse vennootschappen, door buitenlandse economische samenwerkingsverbanden of door Europese economische samenwerkingsverbanden waarvan de zetel in het buitenland gevestigd is, behalve indien deze stukken betrekking hebben op de in België gevestigde bijkantoren of centra van werkzaamheden van deze vennootschappen of samenwerkingsverbanden ».

Art. 6. In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 februari 1985, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Bovendien worden de formaliteiten met betrekking tot de neerlegging van de oprichtingsakte en de inschrijving van een Europees economisch samenwerkingsverband slechts in ontvangst genomen indien zij gelijktijdig geschieden ».

b) Paragraaf 3, tweede lid, wordt aangevuld als volgt :

« Hetzelfde geldt voor de kosten van openbaarmaking van de stukken waarvan de neerlegging ter griffie van de rechtbank van koophandel is voorgeschreven door artikel 8, § 2, vierde lid, van de wet van 12 juli 1989 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de Verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden, of door artikel 14, § 1, tweede lid, van de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden ».

Art. 7. Artikel 9, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 februari 1985, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Hetzelfde geldt voor de stukken die de griffier heeft ontvangen, en waarvan de toezending is voorgeschreven door artikel 8, § 4, van de wet van 12 juli 1989 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de Verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden, of door artikel 14, § 3, van de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden. »

Art. 8. Un article 11bis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Article 11bis. Dans le mois suivant la publication au *Moniteur belge*, celui-ci transmet à l'Office des publications officielles des Communautés européennes les indications relatives à la constitution et à la clôture de la liquidation d'un groupement européen d'intérêt économique ».

Art. 9. Dans l'article 13 du même arrêté, les mots « visés aux articles 3 et 4 » sont remplacés par les mots « visés aux articles 3, 4, 4bis et 4ter ».

Art. 10. L'article 15, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'il est procédé, d'un ressort territorial dans un autre, au transfert, soit du siège social, soit de la succursale ou du siège d'opération qui a déterminé le lieu du dépôt du dossier, la subdivision spéciale du dossier visé à l'article 2 ou le dossier visé aux articles 3, 4bis ou 4ter est transmis d'un greffe à l'autre, dans le délai de 15 jours à dater de l'inscription modificative de l'immatriculation de la société, du groupement européen d'intérêt économique ou du groupement d'intérêt économique au greffe du tribunal où se trouve le registre qui la contient. Cette transmission est effectuée à la diligence du greffier du tribunal de commerce dans le ressort territorial duquel se trouvait soit le siège social, soit la succursale ou le siège d'opération ayant déterminé le lieu du dépôt du dossier. »

Art. 11. Dans l'article 15bis inséré dans le même arrêté par les arrêtés royaux des 25 mars 1978 et 21 février 1985, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2 :

« Ces règles s'appliquent :

1^o aux documents visés à l'article 8, § 2, de la loi du 12 juillet 1989 portant diverses mesures d'application du Règlement (CEE) n^o 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique qui sont transmis à la Banque Nationale de Belgique en application du § 4 de cet article;

2^o aux documents visés à l'article 14, § 1er, de la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique qui sont transmis à la Banque Nationale de Belgique en application du § 3 de cet article. »

Art. 12. A l'article 15ter, inséré dans le même arrêté par l'arrêté royal du 25 mars 1978, sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans la première phrase, les mots « ou aux dispositions légales ou réglementaires qui s'y réfèrent » sont insérés entre les mots « visées à l'article 177bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales » et les mots « est fixé comme suit » :

b) Dans la b), les mots « relatifs à des sociétés nommément désignées » sont remplacés par les mots « relatifs à des sociétés ou à des groupements nommément désignés. »

Art. 13. Les formules I, II, III, V et VI dont le modèle est joint à l'arrêté royal du 7 août 1973, modifié par les arrêtés royaux des 25 mars 1978, 21 février 1985 et 30 décembre 1987, sont remplacées par les formules annexées au présent arrêté.

Art. 14. En tant qu'elles concernent les groupements européens d'intérêt économique, les dispositions du présent arrêté produisent leurs effets le 1er juillet 1989.

Art. 15. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 27 juillet 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Art. 8. Een artikel 11bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 11bis. Binnen een maand na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* zenden de diensten van het Bestuur van het Belgisch Staatsblad aan het Bureau voor officiële publicaties der Europese Gemeenschappen de gegevens betreffende de oprichting en de afsluiting van de vereffening van Europese economische samenwerkingsverbanden ».

Art. 9. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de woorden « in de artikelen 3 en 4 bedoelde registers » vervangen door de woorden « in de artikelen 3, 4, 4bis en 4ter bedoelde registers ».

Art. 10. Artikel 15, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer hetzij de maatschappelijke zetel, hetzij het bijkantoor of het centrum van werkzaamheden die bepalend zijn geweest voor de plaats waar het dossier moest worden neergelegd, van een rechtsgebied naar een ander wordt overgebracht, wordt de bijzondere afdeling van het dossier bedoeld in artikel 2, dan wel het dossier bedoeld in de artikelen 3, 4bis of 4ter, van de ene griffie naar de andere overgezonden binnen vijftien dagen te rekenen van de wijziging van de inschrijving van de vennootschap, het Europees economisch samenwerkingsverband of het economisch samenwerkingsverband, op de griffie van de rechtbank waar het register met die inschrijving zich bevindt. Deze overzending geschiedt door toedoen van de griffier van de rechtbank van koophandel van het rechtsgebied waarbinnen hetzij de zetel, hetzij het bijkantoor of het centrum van werkzaamheden die bepalend zijn geweest voor de plaats waar het dossier moest worden neergelegd zich bevond ».

Art. 11. In artikel 15bis, in hetzelfde besluit ingevoegd door de koninklijke besluiten van 25 maart 1978 en 21 februari 1985, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Die bepalingen zijn van toepassing :

1^o op de stukken bedoeld in artikel 8, § 2, van de wet van 12 juli 1989 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de Verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden, die naar het voorschrift van § 4 van voornoemd artikel aan de Nationale Bank van België worden toegezonden;

2^o op de stukken bedoeld in artikel 14, § 1, van de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden, die naar het voorschrift van § 3 van voornoemd artikel aan de Nationale Bank van België worden toegezonden. »

Art. 12. In artikel 15ter, in hetzelfde besluit ingevoegd door het koninklijk besluit van 25 maart 1978, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In de eerste volzin worden de woorden « de in artikel 177bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen bedoelde afschriften » vervangen door de woorden « de afschriften bedoeld in artikel 177bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen of in de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen die ernaar verwijzen ».

b) In b) worden de woorden « betreffende met name genoemde vennootschappen » vervangen door de woorden « betreffende met name genoemde vennootschappen of samenwerkingsverbanden ».

Art. 13. De formulieren I, II, III, V en VI waarvan het model gevoegd is bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1973, gewijzigd bij de besluiten van 25 maart 1978, 21 februari 1985 en 30 december 1987, worden vervangen door de bij dit besluit gevoegde formulieren.

Art. 14. Voor zover ze de Europese economische samenwerkingsverbanden betreffen hebben de bepalingen van dit besluit uitwerking met ingang van 1 juli 1989.

Art. 15. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 27 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

Greffé du tribunal de commerce de

5. La domiciliation et le numéro d'au moins un des comptes dont la société ou le groupement (*) est titulaire auprès de l'Office des chèques postaux ou d'une banque établie en Belgique ou d'une institution visée à l'article 1^{er}, alinéa 2, 1^o, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs ou d'une entreprise visée à l'article 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du même arrêté royal ou d'une association de crédit agréée par la Caisse nationale de Crédit professionnel ou d'une caisse de crédit agréée par l'Institut national de Crédit agricole.

Le soussigné,
agissant comme directeur, gérant, administrateur, associé, membre, mandataire (*) certifie la présente déclaration sincère et complète.

Fait à, le
(Signature)

Mentions à faire par le greffe

Immatriculé au greffe du tribunal de commerce de
sous le numéro

Reçu francs.

Le

Visa du greffier,

Sceau du tribunal

(*) Barrer la mention inutile

Greffe du tribunal de commerce de

FORMULE II

Déclaration d'inscription modificative de l'immatriculation

- d'une société civile (belge ou étrangère) ayant emprunté la forme commerciale (*)
- d'une société étrangère non visée par l'article 198 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales (*)
- d'un groupement européen d'intérêt économique (*)
- d'un groupement d'intérêt économique (*)

1. Raison sociale ou dénomination de la société ou du groupement (*)

.....

2. Numéro d'immatriculation au registre du greffe :

.....

3. Modification à apporter aux mentions de l'immatriculation. Il sied de procéder comme suit pour indiquer la modification à apporter :

- soit préciser que les mots ci-après (à placer entre guillemets) sont remplacés par les mots ci-après (à placer entre guillemets);
- soit préciser que les mots ci-après (à placer entre guillemets) sont ajoutés après tel mot de telle rubrique;
- soit préciser que les mots ci-après (à placer entre guillemets) sont supprimés après tel mot dans telle rubrique.

.....

(*) Barrer la mention inutile

Grefte du tribunal de commerce de

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Le soussigné,
agissant comme directeur, gérant, administrateur, associé, membre, mandataire (*) certifie la présente déclaration sincère et
complète.

Fait à, le

(Signature)

Mentions à faire par le greffe

Reçu francs.

Le

Visa du greffier,

Sceau du tribunal

(*) Barrer la mention inutile

(Formule V)

Réservé au Moniteur belge

Déposé au greffe du tribunal de commerce
de
le
Réservé au tribunal de commerce

ACTES et EXTRAITS d'ACTES à publier aux annexes du *Moniteur belge* (1) (2)

	TEXTE DACTYLOGRAPHIÉ OU IMPRIMÉ
1. Dénomination ou raison sociale de la société ou du groupement (telle qu'elle apparaît dans les statuts)	
2. Forme juridique	
3. Siège (commune, rue, numéro)	
4. Inscription (groupements) <input type="checkbox"/> Registre des groupements européens d'intérêt économique n° <input type="checkbox"/> Registre des groupements d'intérêt économique n°	4. Inscription (sociétés) <input type="checkbox"/> Registre du commerce n° <input type="checkbox"/> Registre des sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale n° <input type="checkbox"/> Registre des sociétés étrangères non visées par l'article 108 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales n°
5. T.V.A.	<input type="checkbox"/> Numéro T.V.A. : <input type="checkbox"/> Non assujetti
Objet de l'acte →	
6. Texte de l'acte ou de l'extrait de l'acte à publier aux annexes du <i>Moniteur belge</i> . (Le texte doit être rédigé sans ratures ni corrections; il ne peut dépasser les limites du cadre imprimé; utiliser le cas échéant, une ou plusieurs pages supplémentaires, établies sur papier libre, tout en respectant des colonnes d'une largeur de 94 mm selon le modèle tenu à la disposition des intéressés au greffe des tribunaux de commerce; le texte est, dans la mesure du possible, dactylographié ou imprimé en caractères permettant la lecture optique (O.C.R.)	

Numéro du chèque ou de l'assignation : Signatures (3)

Numéro du compte : (Noms et qualités)

(1) Pour la liste des actes : voir verso.

(2) Les actes et extraits d'actes à publier aux annexes du *Moniteur belge* doivent être déposés au greffe accompagnés d'une copie

(3) En fin de texte au cas où l'acte ou l'extrait d'acte comporte plus d'une page.

(Formule VI)

MENTION

Déposé au greffe du tribunal de commerce

de

le

Réservé au *Moniteur belge*

Réservé au tribunal de commerce

Mention à publier aux annexes du *Moniteur belge* conformément aux articles 6 et 7 de l'arrêté royal du 7 août 1973, relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises.

	TEXTE DACTYLOGRAPHIE OU IMPRIME
1 Dénomination ou raison sociale de la société ou du groupement (telle qu'elle apparaît dans les statuts)	
2. Forme juridique	
3. Siège (commune, rue, numéro)	
4. Inscription (groupements) <input type="checkbox"/> Registre des groupements européens d'intérêt économique n° <input type="checkbox"/> Registre des groupements d'intérêt économique n°	4. Inscription (sociétés) <input type="checkbox"/> Registre du commerce n° <input type="checkbox"/> Registre des sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale n° <input type="checkbox"/> Registre des sociétés étrangères non visées par l'article 198 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales n°
5. T.V.A.	<input type="checkbox"/> Numéro T.V.A. : <input type="checkbox"/> Non assujetti
(*)	
6. Objet précis du ou des document(s) déposé(s) au greffe (voir verso). (Le dépôt simultané de plusieurs documents peut faire l'objet d'une seule mention indiquant l'objet précis de chacun de ces documents.)	

Le texte de cette mention est déposé en un exemplaire.

(*) Le texte doit être rédigé sans ratures ni corrections; il ne peut pas dépasser les limites du cadre imprimé. Il est, dans la mesure du possible, dactylographié ou imprimé en caractères permettant la lecture optique (O.C.R.).

Numéro du chèque ou de l'assignation

Numéro du compte

Greffes du tribunal de commerce de

FORMULE VII**Requête en radiation de l'immatriculation d'un Groupement européen d'intérêt économique (article 14, § 2, du règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique)**

Dénomination du groupement:

Adresse du siège :

rue: n°/bte

code postal: commune:

N° d'immatriculation au registre des G.E.I.E.:

Date de la décision de transfert du siège:

Adresse du nouveau siège :

rue: n°/bte

code postal: commune:

pays:

Lieu du registre et numéro d'immatriculation au registre du nouveau siège:

Date de l'immatriculation:

Joindre en annexe un document prouvant l'immatriculation du groupement au registre du nouveau siège.

Le soussigné, agissant comme mandataire, membre, gérant (*) certifie la présente déclaration sincère et véritable.

Fait à, le

Signature :

Mentions à faire par le greffe

....., le

Sceau du tribunal,

Visa du greffier,

(*) Barrer la mention inutile.

Griffie van de rechtbank van koophandel te

5. De domiciliëring en het nummer van tenminste een rekening waarvan de vennootschap of het samenwerkingsverband houder is bij de Dienst der Postcheques of bij een in België gevestigde bankinstelling of bij een instelling vermeld in artikel 1, tweede lid, 1^o, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten of bij een der ondernemingen vermeld in artikel 1, tweede lid, 3^o, van hetzelfde koninklijk besluit of bij een door de Nationale kas voor beroepskrediet erkende kredietvereniging of bij een door het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet erkend kredietfonds.

.....

De ondergetekende,
 handelend als directeur, zaakvoerder, bestuurder, vennoot, lid, lasthebber (*), verklaart dat deze opgaaft volledig is en naar waarheid is opgemaakt.

Gedaan te

(Handtekening)

Vermeldingen van de griffie

Ingeschreven op de griffie van de rechtbank van koophandel te
 onder nummer

Ontvangen frank

Visum van de griffier,

Zegel van de rechtbank.

(*) Schrappen wat niet van toepassing is.

Griffie van de rechtbank van koophandel te

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

De ondergetekende,
handelend als directeur, zaakvoerder, bestuurder, vennoot lid, lasthebber (*), verklaart dat deze opgave volledig is en naar waarheid is opgemaakt.

Gedaan te

(Handtekening)

Vermeldingen van de griffie

Ontvangen frank.

.....
Visum van de griffier, ..

Zegel van de rechtbank

(*) Schrapen wat niet van toepassing is.

(Formulier V)

Bestemd voor het Belgisch Staatsblad

Neergelegd ter griffie van de rechtbank van koop-

handel

te

op

Bestemd voor de rechtbank van koophandel

AKTEN en UITTREKSELS uit **AKTEN** bekend te maken in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*

(1) (2)

	GETYPTE OF GEDRUKTE TEKST
1. Naam of firma van de vennootschap of van het samenwerkingsverband (zoals deze uit de statuten blijkt)	
2. Rechtsvorm	
3. Zetel (gemeente, straat, nummer)	
4. Inschrijving (samenwerkingsverbanden) <input type="checkbox"/> Register van Europese economische samenwerkingsverbanden nr. <input type="checkbox"/> Register van de economische samenwerkingsverbanden nr.	4. Inschrijving (vennootschappen) <input type="checkbox"/> Handelsregister nr. <input type="checkbox"/> Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen nr. <input type="checkbox"/> Register van de buitenlandse vennootschappen die niet vallen onder het voorschrift van artikel 196 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen nr.
5. BTW	<input type="checkbox"/> BTW-nummer : <input type="checkbox"/> Niet BTW-plichtig
Onderwerp van de akte →	
6. Tekst van de akte of het uittreksel uit een akte die in de bijlagen tot het <i>Belgisch Staatsblad</i> moet worden bekendgemaakt. (In de tekst mag niets zijn geschrapt noch verbeterd; de tekst zelf mag niet buiten het gedrukte kader komen; zo nodig één of meer bladen gewoon papier gebruiken en de tekst in kolommen van 94 mm breedte opmaken, naar het model dat verkrijgbaar is ter griffie van de rechtbanken van koophandel; zo mogelijk wordt de tekst getypt of gedrukt in een lettertype dat optisch kan worden gelezen.)	

Nummer van de cheque of assignatie :

Handtekeningen (3)

Nummer bankrekening :

(Naam en hoedanigheid)

(1) Voor de lijst der akten . zie ommezijde.

(2) Akten en uittreksels uit akten die in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* moeten worden bekendgemaakt, moeten samen met een afschrift ter griffie worden neergelegd.

(3) Op het einde van de tekst in geval de akte of het uittreksel meer dan één pagina tellt.

(Formulier VI)

MEDEDELINGNeergelegd ter griffie van de rechtbank van koop-
handel

te

op

Bestemd voor het Belgisch Staatsblad

Bestemd voor de rechtbank van koophandel

Mededeling bekend te maken in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van het koninklijk besluit van 7-augustus 1973 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen.

	GETYPTE OF GEDRUKTE TEKST
1. Naam of firma van de vennootschap of van het samenwerkingsverband (zoals deze uit de statuten blijkt)	
2. Rechtsvorm	
3. Zetel (gemeente, straat, nummer)	
4. Inschrijving (samenwerkingsverbanden) <input type="checkbox"/> Register van Europese economische samenwerkingsverbanden nr. <input type="checkbox"/> Register van de economische samenwerkingsverbanden nr.	4. Inschrijving (vennootschappen) <input type="checkbox"/> Handelsregister nr. <input type="checkbox"/> Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen nr. <input type="checkbox"/> Register van de buitenlandse vennootschappen die, niet vallen onder het voorschrift van artikel 198 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen nr.
5. BTW	<input type="checkbox"/> BTW-nummer : <input type="checkbox"/> Niet BTW-plichtig
(*)	
6. Precies onderwerp van het (de) ter griffie neergelegde stuk(ken) (zie ommezijde). (Van de gelijktijdige neerlegging van verschillende stukken volstaat één mededeling die nauwkeurig het onderwerp van elk onderscheiden stuk vermeldt.)	

De tekst van deze mededeling wordt in één exemplaar neergelegd.

(*) In de tekst mag niets zijn geschrapt noch verbeterd; de tekst zelf mag niet buiten het gedrukte kader komen. Zo mogelijk wordt de tekst getypt of gedrukt in een lettertype dat optisch kan worden gelezen (O.C.R.).

Nummer van de cheque of assignatie

Nummer van de bankrekening

Griffie van de rechtbank van koophandel te

FORMULIER VII**Verzoek om doorhaling van de inschrijving van een Europees Economisch Samenwerkingsverband (artikel 14, § 2, van de Verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden)**

Benaming van het samenwerkingsverband:

Adres van de zetel:

Straat:

Postcode: gemeente:

Inschrijvingsnummer in het register van de E.E.S.V.'s:

Datum van het besluit tot zetelverplaatsing:

Adres van de nieuwe zetel:

Straat: nr./bus

Postcode: gemeente:

Land:

Plaats van het register en inschrijvingsnummer in het register van de nieuwe zetel:

.....

Datum van inschrijving:

Hierbij een stuk toevoegen dat bewijst dat het samenwerkingsverband in het register van de nieuwe zetel is ingeschreven.

De ondergetekende, handelend als lasthebber, lid, zaakvoerder (*), verklaart dat dit verzoek volledig is en naar waarheid is opgemaakt.

Gedaan te,

Handtekening:

Vermeldingen van de griffie

.....

Zegel van de rechtbank,

Visum van de griffier,

(*) Schrappen wat niet van toepassing is.

Geschäftsstelle des Handelsgerichts zu

FORMULAR I

Eintragungsangabe

- einer (belgischen oder ausländischen) sich als Handelsgesellschaft gestaltenden bürgerlichen Gesellschaft (*)
- einer ausländischen nicht im Sinne des Art. 198 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften erwähnten Gesellschaft (*)
- einer Europäischen wirtschaftlichen Interessenvereinigung (*)
- einer wirtschaftlichen Interessenvereinigung (*)

1. Bezeichnung der Firma oder Bezeichnung der Gesellschaft oder der Interessenvereinigung (*)

.....

Abgekürzte Bezeichnung oder etwaige Abkürzungsbuchstaben :

.....

2. Rechtsform der Gesellschaft (voll ausgeschrieben) :

.....

3. Anschrift des Gesellschaftssitzes :

.....

Falls der Gesellschaftssitz sich nicht in Belgien befindet : Anschrift der Niederlassungen, Filialen oder der etwaigen Geschäfts-
 sitze (*)

.....

4. Zweck und Gegenstand der Gesellschaft, der Vereinigung (*) :

.....

(*) Nichtzutreffendes streichen.

Geschäftsstelle des Handelsgerichts zu

5. Domizilierung und Nummer von mindestens einem Konto der Gesellschaft oder der Interessenvereinigung beim Postseckamt, bei einer Bank, deren Sitz sich in Belgien befindet, oder bei einer Anstalt erwähnt im Artikel 1. Abs. 1, des königlichen Erlasses Nr.185 vom 9. Juli 1935 über die Bankenaufsicht und die Emissionsregelung von Wertpapieren und Effekten oder bei einem Unternehmen erwähnt im Art. 1, Abs. 2, 3° desselben königlichen Erlasses oder einer von der Landeskasse für Landwirtschaftskredit zugelassenen Kreditkasse.

.....
.....
.....
.....
.....

Der Unterzeichnete,

handelnd als Direktor, Geschäftsführer, Geschäftsverwalter, Gesellschafter, Mitglied, Beauftragter (*) bestätigt hiermit, dass gegenwärtige Erklärung aufrichtig ist und der Wahrheit entspricht.

Geschlossen in den

(Unterschrift)

Vermerke der Geschäftsstelle des Gerichtes

Eingetragen bei der Geschäftsstelle des Handelsgerichts zu

unter Nr.

Betrag von Franken erhalten

Den

Sichtvermerk des Greffiers,

Siegel des Gerichtes.

(*) Nichtzutreffendes streichen.

(Formular VI)

MITTEILUNG

Hinterlegt bei der Geschäftsstelle des
Handelsgerichtes

zu

am

Dem « Belgischen Staatsblatt »
vorbehalten

Dem Handelsgericht vorbehalten

Mitteilung die gemäss den Artikeln 6 und 7 des königlichen Erlasses vom 7. August 1973 über die Bekanntmachung der Urkunden und Dokumente der Gesellschaften und Unternehmen in den Anlagen zu dem Belgischen Staatsblatt zu veröffentlichen ist.

	MASCHINENSCHRIFTLICHER ODER GEDRUCKTER TEXT
1. Name oder Firma der Gesellschaft oder der Vereinigung (wie sie aus der Satzung hervorgeht)	
2. Rechtsform	
3. Sitz (Gemeinde, Strasse, Nummer)	
4. Eintragung im (für die Interessenvereinigung) <input type="checkbox"/> Register der Europäischen wirtschaftlichen Interessenvereinigungen Nr. <input type="checkbox"/> Register der wirtschaftlichen Interessenvereinigungen Nr.	4. Eintragung im (für die Gesellschaften) <input type="checkbox"/> Handelsregister Nr. <input type="checkbox"/> Register der sich als Handelsgesellschaften gestaltenden bürgerlichen Gesellschaften Nr. <input type="checkbox"/> Register der ausländischen Gesellschaften, die das Artikel 198 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften nicht erfasst Nr.
5. MWSt	<input type="checkbox"/> MWSt-Nummer : <input type="checkbox"/> Nicht MWSt-pflichtig
6. Genauer Gegenstand des/der bei der Geschäftsstelle hinterlegten Dokumentes/ Dokumente (Siehe Rückseite). (Für die gleichzeitige Hinterlegung mehrerer Dokumente genügt eine einzige Mitteilung unter Angabe des genauen Gegenstandes jedes dieser Dokumente.)	

Der Text dieser Mitteilung wird in einem Exemplar hinterlegt.

(*) Der Text soll weder Durchstreichungen noch Berichtigungen enthalten; er darf den vorgedruckten Rahmen nicht überschreiten; wenn möglich wird er in einer maschinenlesbaren Schrift (O.C.R.) geschrieben oder gedruckt.

Nummer des Schecks oder der Postauszahlungsanweisung

Bankkontonummer

Geschäftsstelle des Handelsgerichts zu

FORMULAR VII**Antrag auf Streichung der Eintragung einer Europäischen wirtschaftlichen Interessenvereinigung
(Artikel 14, Par. 2, der Verordnung (EWG) Nr. 2137/85 des Rates vom 25. Juli 1985 über die Schaffung
der Europäischen wirtschaftlichen Interessenvereinigungen**

Name der Interessenvereinigung:

Anschrift des Sitzes :

Strasse:

Postleitzahl: Gemeinde:

Eintragungsnummer im Register der EWIV:

Datum der Entscheidung zur Verlegung des Sitzes:

Anschrift des neuen Sitzes :

Strasse: Nr./Bfka:

Postleitzahl: Gemeinde:

Land:

Ort des Registers und Eintragungsnummer im Register des neuen Sitzes:

Eintragungsdatum:

Zum Beweis der Eintragung der Interessenvereinigung im Register ist anliegend ein Dokument hinzuzufügen.

Der Unterzeichnete,

handelnd als Beauftragter, Mitglied, Geschäftsführer, (*) bestätigt hiermit dass gegenwärtige Erklärung aufrichtig der ist und der
Wahrheit entspricht.

Geschlossen zu

Unterschrift :

Vermerke der Geschäftsstelle

Sichtvermerk des Greffiers,

Siegel des Gerichtes,

(*) Unzutreffendes streichen.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 27 juillet 1878,

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

F. 89 — 1483

11 AOÛT 1989. — Arrêté ministériel relatif aux frais de publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises

Le Ministre de la Justice,

Vu les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, notamment l'article 10, modifié par les lois des 6 mars 1973 et 24 mars 1978, et l'article 12, modifié par les lois des 6 mars 1973, 24 mars 1978 et 5 décembre 1984;

Vu la loi du 12 juillet 1989 portant diverses mesures d'application du Règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique;

Vu la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1973 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises, modifié par les arrêtés royaux des 25 mars 1978, 23 février 1984, 19 décembre 1984, 21 février 1985, 30 décembre 1987 et 27 juillet 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de fixer sans délai le montant des frais de publicité des actes et documents concernant les groupements d'intérêt économique et les groupements européens d'intérêt économique;

Arrête :

Article 1er. Les frais de publication par la voie des annexes au *Moniteur belge*, des actes et documents concernant les sociétés commerciales, les sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale, les groupements européens d'intérêt économique et les groupements d'intérêt économique, sont fixés comme suit :

1° deux mille quatre cents francs (F 2 400), hors T.V.A., par page de texte à publier contenant au maximum, compensation faite d'une page à l'autre, cinquante lignes par page, sauf dans les cas prévus au 2° ci-après.

Toute page commencée doit être comptée pour une page entière, même si le nombre de lignes n'atteint pas cinquante;

2° mille deux cents francs (F 1 200) hors T.V.A., en ce qui concerne :

a) les actes, extraits d'actes, documents et mentions répondant aux conditions exigées par l'article 6, §§ 2, 5, 6 et 8 de l'arrêté royal du 7 août 1973 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises;

b) la mention définie par l'article 6, § 6, alinéa 4, de l'arrêté royal du 7 août 1973 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises.

Art. 2. § 1er. Les frais de publicité des comptes annuels et des comptes consolidés, accompagnés des documents qui doivent être déposés en même temps qu'eux, sont fixés à onze mille (11 000) francs, hors taxe sur la valeur ajoutée. Si les comptes annuels relatifs aux succursales et sièges d'opérations en Belgique des sociétés étrangères, des groupements européens d'intérêt économique et des groupements d'intérêt économique de droit étranger sont déposés en même temps que les comptes annuels de la société ou du groupe-ment en cause, la somme de onze mille (11 000) francs couvre les frais de publicité des deux comptes annuels.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 27 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

N. 89 — 1483

11 AUGUSTUS 1989. — Ministerieel besluit betreffende de bekendmakingskosten van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen

De Minister van Justitie,

Gelet op de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, inzonderheid op artikel 10, gewijzigd bij de wetten van 6 maart 1973 en 24 maart 1978, en op artikel 12, gewijzigd bij de wetten van 6 maart 1973, 24 maart 1978 en 5 december 1984;

Gelet op de wet van 12 juli 1989 houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de Verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden;

Gelet op de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 maart 1978, 23 februari 1984, 19 december 1984, 21 februari 1985, 30 december 1987 en 27 juli 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het nodig is onverwijld het bedrag van de bekendmakingskosten van de akten en stukken van de economische samenwerkingsverbanden en van de Europese economische samenwerkingsverbanden vast te stellen;

Besluit :

Artikel 1. Voor de bekendmaking in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* van akten en stukken betreffende handelsvennootschappen, burgerlijke vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Europese economische samenwerkingsverbanden en economische samenwerkingsverbanden, is verschuldigd :

1° tweeduizend vierhonderd frank (F 2 400), exclusief BTW, per bladzijde bekend te maken tekst, met door elkaar genomen, ten hoogste vijftig regels per bladzijde, behoudens in het geval onder 2° hierna.

Iedere begonnen bladzijde wordt voor een volle bladzijde aangerekend, zelfs indien het aantal regels minder is dan vijftig;

2° duizend tweehonderd frank (F 1 200), exclusief BTW, voor :

a) de akten, uittreksels uit akten, stukken en mededelingen die aan de voorwaarden van artikel 6, §§ 2, 5, 6 en 8 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen moeten beantwoorden;

b) de mededeling bepaald door artikel 6, § 6, vierde lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen.

Art. 2. § 1. De kosten voor de openbaarmaking van de jaarrekening en van de geconsolideerde jaarrekening en van de stukken die tegelijk hiermee moeten worden neergelegd, worden vastgesteld op elfduizend (11 000) frank, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde. Indien de jaarrekening van Belgische bijkantoren en centra van werkzaamheden van buitenlandse vennootschappen, van Europese economische samenwerkingsverbanden en van economische samenwerkingsverbanden, tegelijk met de jaarrekening van betrokken vennootschap wordt neergelegd, dan dekt het bedrag van elfduizend (11 000) frank de kosten voor de openbaarmaking van beide jaarrekeningen.